

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-machinerie-du-langage-journalistique>

La machinerie du langage journalistique

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : jeudi 4 décembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Hugo Muleiro analyse l'usage du langage dans la pratique journalistique et les expressions erronées y compris celles qui dissimulent partialité ou positions politiques.

Les industries qui génèrent l'information et les divertissements sont des machines de traitement du langage. Elles s'en emparent, se l'approprient et l'utilisent dans une dynamique inévitable, ce qui ne manque pas d'intérêt si l'on s'attache à ses pires tendances pour, comme s'il y avait matière, y introduire des usages tout-puissants. Dans le cas particulier de l'information journalistique, les impératifs qui sous-tendent l'ensemble des communiqués et qui parfois poussent à l'erreur, au réductionnisme ou aux louvoiements sont aussi connus que nombreux.

La rapidité avec laquelle il faut rapporter et faire paraître les nouvelles, portée à son paroxysme par la concurrence commerciale, explique en grande partie un problème qui peut être examiné indépendamment de tout purisme linguistique ou sectarisme normalisateur et ouvrir la voie à un travail d'information qui, avec un peu de chance, apportera fraîcheur, renouvellement et talent.

Mais, la chance est souvent fuyante. Il suffit de jeter un rapide coup d'oeil à l'usage courant de certains termes et formulations pour s'apercevoir que toute une série d'erreurs vont et viennent entre locuteurs et allocutaires, pour finir par s'implanter si solidement que le seul fait d'en parler semble une bizarrerie. L'information journalistique, comme toute autre activité ou métier est pétrie de certaines particularités linguistiques, et adopte en outre celles d'autres milieux. Pour illustrer mon propos, je prendrais l'exemple des fréquents communiqués de la Chambre des Députés ou des Sénateurs donnant leur « demi-approbation » à un projet de loi, ce qui signifie stricto sensu que la moitié de l'initiative a été adoptée, et non qu'une « moitié » du Congrès l'a adopté. Ou encore celui du chroniqueur ou commentateur sportif ayant coutume de dire qu'un joueur « *a gagné le jaune* » comme si l'avertissement constituait un atout au lieu d'un handicap. Dans ces programmations dynamiques on observe aussi des tournants, de même que des modes ou des snobismes. Il semble difficile aujourd'hui de discuter de communication sans glisser l'expression un « nouveau paradigme », indépendamment du fait que le terme corresponde ou non à ce que l'on veut exprimer. Pas plus qu'on ne pourra parler d'un défi concernant une activité sans souligner qu'il nous « interpelle ».

Dans certains cas, il s'agira de mots ou formulations que l'on peut remettre en question bien qu'ils ne fassent pas grand tort, ou qui ne dépasseront pas la simple curiosité, ou encore que l'on attribuera à la volonté de modernité et d'inventivité dans l'emploi du langage. Mais il en existe aussi beaucoup d'autres où les modalités du discours passent de la catégorie du détail relativement inoffensif à celle d'outil incisif, créé et utilisé pour véhiculer une position politique et propager une idéologie (ou, comme il est correct de le dire actuellement, pour « construire du sens »).

Un exemple manié jusque dans les sphères présidentielles est celui des « dépenses sociales », expression très usitée dans les dépêches. Ce qui semble se référer à une ligne budgétaire supplémentaire figure dans l'impopulaire catégorie des « coûts » de l'engagement des Etats envers leurs ressortissants. C'est pourquoi le président Luiz *Lula* da Silva, en son temps, imposa le remplacement du terme par celui d'« investissement social ». Ce qu'une grande partie du flux informatif venant des centres du pouvoir mondial appelle « austérité » économique est une autre altération tangible de ce qui, dans les faits, n'est rien moins que baisses de salaires et appauvrissement des services d'éducation, de santé et de justice.

Ces jours-ci, on a pu constater que plusieurs médias argentins ont employé le terme « illégaux » à propos des immigrés qui, aux Etats-Unis d'Amérique se retrouvent impliqués dans des infractions purement administratives. A propos de la réforme partielle annoncée par le président Barack Obama, le même terme lapidaire a été utilisé, qui

marque tout immigré en situation irrégulière du sceau de l'« illégalité », lui déniait sa condition naturelle pleine et entière de sujet de droit, qui, comme on le sait, subsiste quelle que soit la frontière franchie. Ces médias retardent, en particulier *Clarín* et *La Nación*, par rapport à d'autres groupes de médias avec qui ils ont des liens et parfois même, qu'ils admirent, comme par exemple, l'agence américaine de presse *The Associated Press*. En effet, en avril 2013, celle-ci, malgré ses prises de positions politiques et sa défense évidente des intérêts américains, imposa la suppression totale dans ses textes du mot « *illégale* » appliqué aux immigrés, en s'appuyant sur les propos de son PDG, Kathleen Carroll « aucun être humain n'est illégal ».

Hugo Muleiro * para [Página12](#)

* **Hugo Muleiro**. Ecrivain et journaliste, président de [Comunicadores de la Argentina](#) (Commune).

[Página12](#). Buenos Aires, 3 décembre de 2014.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

[El Correo](#). Paris, le 5 décembre 2014.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.